

NEI

Fonds NEI

États financiers annuels audités

30 septembre 2023



Responsabilité de la direction en matière d'information financière

Les états financiers des Fonds NEI ci-joints ont été préparés par Placements NordOuest & Éthiques S.E.C. (le « gestionnaire »), en sa qualité de gestionnaire des Fonds, et ils ont été approuvés au nom du conseil d'administration de Placements NordOuest & Éthiques inc., agissant à titre de commandité pour Placements NordOuest & Éthiques S.E.C. Le gestionnaire est responsable de l'information et des déclarations contenues dans ces états financiers.

Le gestionnaire prend les mesures nécessaires pour assurer la pertinence et la fiabilité de l'information financière communiquée. Les états financiers ont été établis selon les Normes internationales d'information financière et comprennent nécessairement certains montants fondés sur l'utilisation d'estimations et faisant appel au jugement. Les principales conventions comptables que le gestionnaire estime appropriées sont décrites dans la note 2 afférente aux états financiers.

Le conseil d'administration est chargé d'examiner et d'approuver les états financiers et de contrôler dans quelle mesure le gestionnaire s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière. Avec l'auditeur externe des Fonds NEI, le conseil d'administration examine les états financiers, le processus d'audit et la présentation de l'information financière. Il approuve aussi les états financiers pour publication.

L'auditeur externe des Fonds NEI est Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. Ils ont audité les états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière afin d'être en mesure d'exprimer leur opinion sur ces états financiers à l'intention des porteurs de parts. Leur rapport se trouve à la page suivante.

Signé au nom du conseil d'administration de
Placements NordOuest & Éthiques inc.,
agissant à titre de commandité pour
Placements NordOuest & Éthiques S.E.C.,
le gestionnaire et fiduciaire



William Packham,
Président et chef de la direction



Rodney Ancrum,
VP principal, directeur financier et directeur général

Le 13 décembre 2023

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux porteurs de parts de :

Fonds du marché monétaire NEI	Fonds leaders en environnement NEI
Fonds d'obligations canadiennes NEI	Fonds d'infrastructure propre NEI
Fonds d'obligations d'impact canadien NEI	Fonds d'actions internationales ER NEI
Fonds d'obligations d'impact mondial NEI	Fonds des marchés émergents NEI
Fonds d'obligations mondiales à rendement global NEI	Portefeuille NEI ER Sélect revenu
Fonds d'obligations mondiales à rendement élevé NEI	Portefeuille NEI ER Sélect revenu et croissance
Portefeuille NEI rendement conservateur	Portefeuille NEI ER Sélect équilibré
Portefeuille NEI rendement équilibré	Portefeuille NEI ER Sélect croissance et revenu
Fonds équilibré durable mondial NEI	Portefeuille NEI ER Sélect croissance
Fonds croissance et revenu NEI	Portefeuille NEI ER Sélect croissance maximale
Fonds de dividendes canadiens NEI	Portefeuille NEI Impact conservateur
Fonds d'actions canadiennes ER NEI	Portefeuille NEI Impact équilibré
Fonds d'actions canadiennes NEI	Portefeuille NEI Impact croissance
Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI	Portefeuille privé NEI revenu
Fonds de dividendes américains NEI	Portefeuille privé NEI revenu et croissance
Fonds d'actions américaines ER NEI	Portefeuille privé NEI équilibré
Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI	Portefeuille privé NEI croissance
Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation NEI	Mandat NEI revenu fixe
Fonds de dividendes mondial ER NEI	Mandat NEI actions canadiennes
Fonds de valeur mondial NEI	Mandat NEI actions mondiales
Fonds d'actions mondiales ER NEI	Mandat NEI répartition d'actifs sous gestion
Fonds de croissance mondiale NEI	

(collectivement, les « Fonds »)

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers des Fonds, qui comprennent les états de la situation financière aux 30 septembre 2023 et 2022 et les états du résultat global, les états de l'évolution de la situation financière et les états des flux de trésorerie pour les exercices (périodes, le cas échéant) clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière des Fonds aux 30 septembre 2023 et 2022, ainsi que de leur performance financière et de leurs flux de trésorerie pour les exercices (périodes, le cas échéant) clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants des Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de la direction sur le rendement du Fonds de chacun des Fonds. Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de la direction sur le rendement du Fonds de chacun des Fonds avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité des Fonds à poursuivre leur exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider les Fonds ou de cesser leur activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière des Fonds.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne des Fonds;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité des Fonds à poursuivre leur exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener les Fonds à cesser leur exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Ernst & Young S.R.L./S.E.N.C.R.L.

Toronto, Canada
Le 13 décembre 2023

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Mandat NEI revenu fixe

ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Aux 30 septembre

	2023	2022
	\$	\$
ACTIFS		
Actifs courants		
Encaisse	1 952 025	1 300 056
Placements à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN)	197 465 342	353 190 963
Somme à recevoir pour la vente de titres	11 250	13 876 251
Intérêts, dividendes et autres montants à recevoir	1 726 216	2 505 611
	<u>201 154 833</u>	<u>370 872 881</u>
PASSIFS		
Passifs courants		
Charges à payer	1 937	3 375
Rachats à payer	124 999	99 999
Somme à payer pour l'achat de titres	935 000	4 751 433
	<u>1 061 936</u>	<u>4 854 807</u>
Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	<u>200 092 897</u>	<u>366 018 074</u>
Données par série (note b)		
Série I		
Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	<u>200 092 897</u>	<u>366 018 074</u>
- par part	<u>8,40</u>	<u>8,72</u>

Approuvés au nom du conseil d'administration de

Placements NordOuest & Éthiques inc.,

agissant à titre de commandité pour

Placements NordOuest & Éthiques S.E.C., le gestionnaire et fiduciaire



William Packham,
Président et chef de la direction



Rodney Ancrum,
VP principal, directeur financier et directeur général

Mandat NEI revenu fixe

ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL

Exercices clos les 30 septembre

	2023	2022
	\$	\$
Revenus		
Intérêts à des fins de distribution	7 013 122	9 051 662
Distributions provenant des fonds sous-jacents	309 590	5 253 880
Gain net (perte nette) réalisé(e) sur placements	(34 085 725)	(13 800 988)
Variation de la juste valeur :		
Gain net (perte nette) non réalisé(e) sur placements	24 270 086	(41 805 872)
	<u>(2 492 927)</u>	<u>(41 301 318)</u>
Charges (note 5)		
Frais relatifs au Comité d'examen indépendant	4 053	6 782
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	<u>(2 496 980)</u>	<u>(41 308 100)</u>
Données par série		
Série I		
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	<u>(2 496 980)</u>	<u>(41 308 100)</u>
- par part	<u>(0,10)</u>	<u>(0,99)</u>
Nombre moyen pondéré de parts	<u>25 428 305</u>	<u>41 735 725</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Mandat NEI revenu fixe

ÉTATS DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Exercices clos les 30 septembre

Série I

	2023 \$	2022 \$
Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables au début de l'exercice	<u>366 018 074</u>	<u>392 705 221</u>
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	<u>(2 496 980)</u>	<u>(41 308 100)</u>
Opérations sur parts rachetables		
Produit de la vente de parts rachetables	5 589 996	52 027 704
Distributions réinvesties	7 353 768	14 006 923
Montant global des rachats de parts rachetables	<u>(169 018 193)</u>	<u>(37 406 751)</u>
	<u>(156 074 429)</u>	<u>28 627 876</u>
Distributions effectuées au profit des porteurs de parts rachetables		
Revenu net de placement	<u>(7 353 768)</u>	<u>(14 006 923)</u>
Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables à la fin de l'exercice	<u>200 092 897</u>	<u>366 018 074</u>

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices clos les 30 septembre

	2023 \$	2022 \$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	(2 496 980)	(41 308 100)
Ajustement au titre des éléments suivants :		
(Gain net) perte nette réalisé(e) sur placements et dérivés	34 085 725	13 800 988
(Gain net) perte nette non réalisé(e) sur placements et dérivés	(24 270 086)	41 805 872
Distributions hors trésorerie provenant des placements	(309 590)	(5 253 880)
Produit de la vente/échéance de placements	625 477 938	854 691 719
Achat de placements	(479 258 366)	(868 320 395)
Somme à recevoir pour la vente de titres	13 865 001	65 260
Intérêts, dividendes et autres montants à recevoir	779 395	(618 823)
Charges à payer	(1 438)	(258)
Somme à payer pour l'achat de titres	<u>(3 816 433)</u>	<u>(10 228 783)</u>
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	<u>164 055 166</u>	<u>(15 366 400)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Produit de la vente de parts rachetables	5 589 996	53 085 859
Montant global des rachats de parts rachetables	<u>(168 993 193)</u>	<u>(37 306 752)</u>
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	<u>(163 403 197)</u>	<u>15 779 107</u>
Augmentation (diminution) de l'encaisse/découvert bancaire	651 969	412 707
Encaisse (découvert bancaire) au début de l'exercice	<u>1 300 056</u>	<u>887 349</u>
Encaisse (découvert bancaire) à la fin de l'exercice	<u>1 952 025</u>	<u>1 300 056</u>
Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Intérêts reçus	7 773 182	8 392 621
Intérêts payés	<u>488</u>	<u>-</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Mandat NEI revenu fixe

INVENTAIRE DU PORTEFEUILLE DE PLACEMENTS AU 30 SEPTEMBRE 2023

	VALEUR NOMINALE	COÛT \$	JUSTE VALEUR \$		VALEUR NOMINALE	COÛT \$	JUSTE VALEUR \$
Obligations (86,8 %)				Obligations canadiennes (85,4 %)			
Gouvernement du Canada (20,4 %)				Sociétés (45,2 %)			
Fiducie du Canada pour l'habitation				407 International			
série 113, 3,100 %, 2028-06-15	1 600 000 CAD	1 505 764	1 503 110	série 04A3, 5,960 %, 2035-12-03	151 000 CAD	208 735	159 123
série 95, 1,100 %, 2031-03-15	7 500 000 CAD	5 908 343	5 897 050	2,840 %, 2050-03-07	1 205 000 CAD	930 971	787 849
série 107, 3,550 %, 2032-09-15	14 000 000 CAD	13 383 393	13 023 738	série 23A1, 4,860 %, 2053-07-31	232 000 CAD	231 708	216 662
série 112, 3,650 %, 2033-06-15	2 000 000 CAD	2 025 610	1 867 898	AIMCo Realty Investors			
Office d'investissement du régime de pensions du Canada				2,195 %, 2026-11-04	105 000 CAD	105 000	94 796
2,850 %, 2027-06-01	271 000 CAD	270 669	253 634	Alberta PowerLine			
3,950 %, 2032-06-02	350 000 CAD	348 841	329 199	4,065 %, 2053-12-01	122 089 CAD	144 432	98 752
Gouvernement du Canada				4,065 %, 2054-03-01	724 667 CAD	704 485	584 905
1,250 %, 2025-03-01	150 000 CAD	142 245	142 495	Algonquin Power & Utilities			
1,500 %, 2031-06-01	1 500 000 CAD	1 273 800	1 246 608	4,090 %, 2027-02-17	151 000 CAD	160 107	142 412
2,000 %, 2032-06-01	11 150 000 CAD	9 775 689	9 479 504	4,600 %, 2029-01-29	301 000 CAD	336 720	283 502
5,000 %, 2037-06-01	4 750 000 CAD	5 481 617	5 227 250	2,850 %, 2031-07-15	237 000 CAD	236 981	192 170
Muskat Falls				Allied Properties Real Estate			
série C, 3,860 %, 2048-12-01	1 000 000 CAD	1 093 780	861 960	Investment Trust			
PSP Capital				série I, 3,095 %, 2032-02-06	340 000 CAD	340 000	250 646
série G-4, 2,600 %, 2032-03-01	1 132 000 CAD	986 994	963 864	AltaGas			
		42 196 745	40 796 310	2,166 %, 2027-03-16	106 000 CAD	106 000	93 715
				2,075 %, 2028-05-30	96 000 CAD	96 000	81 208
Gouvernements et sociétés publiques des provinces (19,8 %)				ARC Resources			
Fair Hydro Trust				3,465 %, 2031-03-10	452 000 CAD	452 000	382 501
série 2, 3,520 %, 2038-05-15	1 000 000 CAD	876 290	831 986	Athabasca Indigenous Midstream			
Financement-Québec				6,069 %, 2042-02-05	329 853 CAD	329 770	321 158
5,250 %, 2034-06-01	1 002 000 CAD	1 341 813	1 032 942	Banque de Montréal			
Hydro-Québec				1,758 %, 2026-03-10	303 000 CAD	304 004	276 659
6,000 %, 2040-02-15	3 435 000 CAD	4 960 140	3 830 809	3,650 %, 2027-04-01	394 000 CAD	394 000	367 582
Labrador Island Link Funding Trust				4,309 %, 2027-06-01	289 000 CAD	289 000	274 903
série B, 3,860 %, 2045-12-01	285 000 CAD	385 297	246 623	4,709 %, 2027-12-07	2 225 000 CAD	2 225 000	2 135 754
OMERS Realty				5,039 %, 2028-05-29	350 000 CAD	350 000	339 388
série 9, 3,244 %, 2027-10-04	601 000 CAD	597 293	548 673	6,034 %, taux variable à partir du 2028-09-07, 2033-09-07	520 000 CAD	520 000	512 760
Ontario Power Generation				5,625 %, taux variable à partir du 2027-05-26, 2082-05-26	301 000 CAD	301 000	276 900
4,922 %, 2032-07-19	177 000 CAD	177 741	170 570	BCI QuadReal Realty			
Ontario Teachers' Finance Trust				série 5, 2,551 %, 2026-06-24	277 000 CAD	277 003	255 665
1,100 %, 2027-10-19	603 000 CAD	601 342	520 724	1,747 %, 2030-07-24	69 000 CAD	69 000	53 864
Province de l'Alberta				bclMC Realty			
4,500 %, 2040-12-01	1 470 000 CAD	1 459 792	1 387 452	3,000 %, 2027-03-31	1 100 000 CAD	1 031 657	1 007 133
3,300 %, 2046-12-01	1 463 000 CAD	1 577 111	1 132 919	BMW Canada			
3,050 %, 2048-12-01	354 000 CAD	355 331	259 504	4,410 %, 2027-02-10	35 000 CAD	34 996	33 750
Province de la Colombie-Britannique				Brookfield			
2,950 %, 2050-06-18	425 000 CAD	432 592	306 255	4,820 %, 2026-01-28	603 000 CAD	684 073	590 188
Province du Manitoba				Brookfield Finance II			
2,850 %, 2046-09-05	1 446 000 CAD	1 606 754	1 017 247	5,431 %, 2032-12-14	1 152 000 CAD	1 174 402	1 083 123
3,400 %, 2048-09-05	234 000 CAD	198 007	180 834	Brookfield Infrastructure Finance			
Province du Nouveau-Brunswick				série 8, 2,855 %, 2032-09-01	264 000 CAD	269 313	205 149
4,800 %, 2039-09-26	500 000 CAD	524 255	486 126	série 9, 5,439 %, 2034-04-25	295 000 CAD	295 000	276 669
3,550 %, 2043-06-03	723 000 CAD	896 484	588 262	série 14, 5,950 %, 2053-07-27	17 000 CAD	16 981	16 147
3,050 %, 2050-08-14	560 000 CAD	444 158	404 401	Brookfield Renewable Partners			
Province de Terre-Neuve-et-Labrador				série 11, 4,250 %, 2029-01-15	362 000 CAD	395 499	337 306
4,150 %, 2033-06-02	500 000 CAD	498 175	469 492	série 15, 5,880 %, 2032-11-09	146 000 CAD	145 912	145 079
4,500 %, 2037-04-17	43 000 CAD	53 296	40 001	série 16, 5,292 %, 2033-10-28	1 798 000 CAD	1 810 342	1 701 761
3,300 %, 2046-10-17	181 000 CAD	203 068	133 268	Bruce Power			
3,150 %, 2052-12-02	829 000 CAD	683 486	580 389	4,700 %, 2027-12-21	125 000 CAD	124 956	120 737
Province de l'Ontario				4,990 %, 2032-12-21	126 000 CAD	125 923	119 313
4,700 %, 2037-06-02	2 200 000 CAD	2 266 484	2 152 108	CAE			
4,600 %, 2039-06-02	3 153 000 CAD	3 472 310	3 031 999	5,541 %, 2028-06-12	115 000 CAD	115 000	112 552
3,500 %, 2043-06-02	3 750 000 CAD	3 353 589	3 073 158	Calgary Airport Authority			
3,450 %, 2045-06-02	1 507 000 CAD	1 578 582	1 211 404	série B, 3,341 %, 2038-10-07	214 000 CAD	214 000	167 179
2,900 %, 2046-12-02	12 814 000 CAD	11 991 465	9 263 194	série C, 3,454 %, 2041-10-07	303 000 CAD	303 000	236 217
Province de Québec				série D, 3,554 %, 2051-10-07	135 000 CAD	135 000	100 680
5,000 %, 2038-12-01	850 000 CAD	1 189 070	855 357				
3,500 %, 2045-12-01	4 695 000 CAD	5 948 236	3 797 520				

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Mandat NEI revenu fixe

INVENTAIRE DU PORTEFEUILLE DE PLACEMENTS AU 30 SEPTEMBRE 2023 (suite)

	VALEUR NOMINALE	COÛT \$	JUSTE VALEUR \$		VALEUR NOMINALE	COÛT \$	JUSTE VALEUR \$
Obligations canadiennes (suite)							
Banque Canadienne Impériale de Commerce				Enbridge Gas			
2,000 %, 2025-04-17	726 000 CAD	721 693	685 100	4,500 %, 2043-11-23	121 000 CAD	148 721	106 677
2,250 %, 2027-01-07	533 000 CAD	531 849	478 362	3,650 %, 2050-04-01	147 000 CAD	130 918	110 656
4,950 %, 2027-06-29	541 000 CAD	534 061	525 157	3,200 %, 2051-09-15	894 000 CAD	805 232	611 019
5,050 %, 2027-10-07	1 533 000 CAD	1 555 107	1 490 562	4,550 %, 2052-08-17	86 000 CAD	85 776	75 179
5,500 %, 2028-01-14	975 000 CAD	974 503	962 810	Enbridge Pipelines			
4,200 %, taux variable à partir du 2027-04-07, 2032-04-07	301 000 CAD	301 000	280 430	4,200 %, 2051-05-12	792 000 CAD	642 946	592 301
5,330 %, taux variable à partir du 2028-01-20, 2033-01-20	535 000 CAD	534 952	513 849	5,820 %, 2053-08-17	1 363 000 CAD	1 362 428	1 310 130
7,150 %, taux variable à partir du 2027-07-28, 2082-07-28	301 000 CAD	300 437	289 594	Énergir			
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada				série 2022-1, 3,040 %, 2032-02-09	252 000 CAD	223 559	213 346
4,700 %, 2053-05-10	320 000 CAD	317 354	290 182	ENMAX			
Banque canadienne de l'Ouest				série 7, 3,876 %, 2029-10-18	142 000 CAD	156 910	126 662
5,146 %, 2027-09-02	133 000 CAD	133 000	128 644	First Capital Realty			
Capital Power				série V, 3,456 %, 2027-01-22	90 000 CAD	85 826	81 324
3,147 %, 2032-10-01	279 000 CAD	277 977	220 582	Crédit Ford du Canada			
CCL Industries				6,777 %, 2025-09-15	500 000 CAD	500 000	499 771
série 1, 3,864 %, 2028-04-13	24 000 CAD	26 825	22 027	7,000 %, 2026-02-10	260 000 CAD	259 971	259 914
Cenovus Energy				Fortified Trust			
3,500 %, 2028-02-07	693 000 CAD	706 882	637 921	série A, 4,419 %, 2027-12-23	145 000 CAD	145 000	137 446
Fiducie de placement immobilier				FortisBC Energy			
Propriétés de Choix				4,670 %, 2052-11-28	215 000 CAD	214 725	194 493
série Q, 2,456 %, 2026-11-30	235 000 CAD	235 000	212 270	Glacier Credit Card Trust			
série M, 3,532 %, 2029-06-11	301 000 CAD	312 935	266 194	série 2022-1, 4,958 %, 2027-09-20	347 000 CAD	347 000	336 383
série N, 2,981 %, 2030-03-04	422 000 CAD	422 000	354 199	GM Financial			
série R, 6,003 %, 2032-06-24	84 000 CAD	84 000	83 007	5,200 %, 2028-02-09	400 000 CAD	399 392	382 505
série S, 5,400 %, 2033-03-01	325 000 CAD	325 000	306 727	Fiducie de placement immobilier			
série O, 3,827 %, 2050-03-04	424 000 CAD	429 445	279 879	Granite			
CI Financial				série 4, 3,062 %, 2027-06-04	60 000 CAD	60 000	54 103
7,000 %, 2025-12-02	100 000 CAD	100 000	99 979	série 6, 2,194 %, 2028-08-30	513 000 CAD	513 000	429 407
Connect Six General Partnership				Greater Toronto Airports Authority			
6,206 %, 2060-11-30	75 000 CAD	75 000	73 246	série 2019-2, 2,750 %, 2039-10-17	973 000 CAD	993 159	710 325
Fonds de placement immobilier				Great-West Lifeco			
Crombie				2,981 %, 2050-07-08	604 000 CAD	516 100	397 923
série F, 3,677 %, 2026-08-26	181 000 CAD	196 696	168 840	série 1, 3,600 %, taux variable à partir du 2026-12-31, 2081-12-31	900 000 CAD	885 301	659 590
série G, 3,917 %, 2027-06-21	165 000 CAD	165 000	152 106	H&R Real Estate Investment Trust			
série H, 2,686 %, 2028-03-31	149 000 CAD	149 000	128 117	série R, 2,906 %, 2026-06-02	121 000 CAD	121 000	110 385
série I, 3,211 %, 2030-10-09	171 000 CAD	171 000	139 499	HCN Canadian Holdings-1			
série J, 3,133 %, 2031-08-12	145 000 CAD	145 000	114 296	2,950 %, 2027-01-15	67 000 CAD	66 927	60 122
CU				Collectif Santé Montréal, placement privé			
5,088 %, 2053-09-20	140 000 CAD	140 000	134 829	série 144A, 6,721 %, 2049-09-30	145 684 CAD	210 062	150 393
Daimler Trucks Finance Canada				Hydro One			
2,140 %, 2024-12-13	219 000 CAD	218 943	209 641	4,160 %, 2033-01-27	120 000 CAD	119 981	110 360
5,180 %, 2025-09-19	121 000 CAD	120 973	119 152	iA Groupe financier			
5,220 %, 2027-09-20	240 000 CAD	240 734	233 619	2,400 %, taux variable à partir du 2025-02-21, 2030-02-21	81 000 CAD	81 000	76 864
Dollarama				3,187 %, taux variable à partir du 2027-02-25, 2032-02-25	153 000 CAD	153 000	138 915
2,443 %, 2029-07-09	66 000 CAD	66 000	56 091	5,685 %, taux variable à partir du 2028-06-20, 2033-06-20	250 000 CAD	250 000	244 622
5,165 %, 2030-04-26	79 000 CAD	79 000	76 914	Financière IGM			
Fiducie de placement immobilier				4,115 %, 2047-12-09	301 000 CAD	320 526	238 289
industriel Dream				Intact Corporation financière			
série E, 3,968 %, 2026-04-13	60 000 CAD	60 000	56 921	2,179 %, 2028-05-18	347 000 CAD	347 000	300 414
série D, 2,539 %, 2026-12-07	401 000 CAD	401 000	358 720	5,160 %, 2042-06-16	60 000 CAD	79 078	56 792
série C, 2,057 %, 2027-06-17	236 000 CAD	236 000	203 570	2,954 %, 2050-12-16	146 000 CAD	128 132	94 591
Enbridge				Inter Pipeline			
3,100 %, 2033-09-21	474 000 CAD	384 454	371 968	5,710 %, 2030-05-29	140 000 CAD	140 000	134 768
5,570 %, 2035-11-14	145 000 CAD	142 287	135 999	série 12, 3,983 %, 2031-11-25	570 000 CAD	570 000	478 754
6,510 %, 2052-11-09	291 000 CAD	290 732	302 443	série 14, 5,849 %, 2032-05-18	257 000 CAD	257 000	244 444
série 2017-B, 5,375 %, taux variable à partir du 2027-09-27, 2077-09-27	151 000 CAD	152 769	136 139	série 16, 6,380 %, 2033-02-17	150 000 CAD	149 985	147 270
série 2018-C, 6,625 %, taux variable à partir du 2028-04-12, 2078-04-12	457 000 CAD	503 299	430 246	série 13, 5,091 %, 2051-11-27	284 000 CAD	284 000	226 750
5,000 %, taux variable à partir du 2032-01-19, 2082-01-19	760 000 CAD	760 000	605 305	Ivanhoé Cambridge II			
8,495 %, taux variable à partir du 2029-01-15, 2084-01-15	75 000 CAD	75 000	75 118	série 3, 4,994 %, 2028-06-02	225 000 CAD	225 000	218 769
8,747 %, taux variable à partir du 2034-01-15, 2084-01-15	145 000 CAD	145 000	145 565	Keyera			
				5,022 %, 2032-03-28	417 000 CAD	417 000	386 934

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Mandat NEI revenu fixe

INVENTAIRE DU PORTEFEUILLE DE PLACEMENTS AU 30 SEPTEMBRE 2023 (suite)

	VALEUR NOMINALE	COÛT \$	JUSTE VALEUR \$		VALEUR NOMINALE	COÛT \$	JUSTE VALEUR \$	
Obligations canadiennes (suite)					3,934 %, taux variable à partir du 2027-05-03, 2032-05-03	230 000 CAD	229 986	212 190
Compagnies Loblaw					5,679 %, taux variable à partir du 2028-08-02, 2033-08-02	385 000 CAD	384 946	374 246
5,008 %, 2032-09-13	60 000 CAD	60 000	57 466		7,023 %, taux variable à partir du 2027-07-27, 2082-07-27	301 000 CAD	301 000	288 188
6,540 %, 2033-02-17	591 000 CAD	773 784	615 898	Stantec				
6,150 %, 2035-01-29	181 000 CAD	252 213	184 533	5,393 %, 2030-06-27	165 000 CAD	165 000	159 686	
Lower Mattagami Energy Limited Partnership				Financière Sun Life				
série 2021-1, 2,433 %, 2031-05-14	173 000 CAD	173 000	142 765	2,460 %, taux variable à partir du 2026-11-18, 2031-11-18	212 000 CAD	211 911	190 630	
Financière Manuvie				2,800 %, taux variable à partir du 2028-11-21, 2033-11-21	257 000 CAD	256 951	220 152	
5,409 %, taux variable à partir du 2028-03-10, 2033-03-10	370 000 CAD	370 000	359 212	4,780 %, taux variable à partir du 2029-08-10, 2034-08-10	134 000 CAD	133 968	125 726	
2,818 %, taux variable à partir du 2030-05-13, 2035-05-13	292 000 CAD	298 831	239 548	2,060 %, taux variable à partir du 2030-10-01, 2035-10-01	378 000 CAD	377 694	291 555	
Banque Nationale du Canada				3,150 %, taux variable à partir du 2031-11-18, 2036-11-18	603 000 CAD	603 000	487 747	
5,296 %, 2025-11-03	250 000 CAD	250 000	247 233	Suncor Énergie				
1,534 %, 2026-06-15	566 000 CAD	566 000	508 625	3,950 %, 2051-03-04	378 000 CAD	341 592	274 192	
1,573 %, taux variable à partir du 2025-08-18, 2026-08-18	1 420 000 CAD	1 383 298	1 313 000	TELUS				
5,219 %, 2028-06-14	1 798 000 CAD	1 790 050	1 754 942	5,000 %, 2029-09-13	69 000 CAD	68 703	66 348	
5,426 %, taux variable à partir du 2027-08-16, 2032-08-16	181 000 CAD	180 991	174 914	série CAD, 2,050 %, 2030-10-07	603 000 CAD	600 184	472 338	
North West Redwater Partnership				2,850 %, 2031-11-13	805 000 CAD	803 004	646 562	
série J, 2,800 %, 2027-06-01	1 055 000 CAD	1 097 822	961 724	5,250 %, 2032-11-15	301 000 CAD	300 016	285 401	
série B, 4,050 %, 2044-07-22	448 000 CAD	515 836	362 361	4,950 %, 2033-03-28	132 000 CAD	131 773	121 896	
Original Wempi				5,750 %, 2033-09-08	264 000 CAD	263 424	258 124	
série B1, 4,309 %, 2024-02-13	85 000 CAD	86 408	84 132	série CAB, 3,950 %, 2050-02-16	573 000 CAD	593 235	406 350	
7,791 %, 2027-10-04	935 000 CAD	935 000	939 394	5,650 %, 2052-09-13	146 000 CAD	145 435	135 236	
Parkland				5,950 %, 2053-09-08	405 000 CAD	402 031	390 549	
3,875 %, 2026-06-16	428 000 CAD	428 000	396 524	Teranet Holdings				
Pembina Pipeline				3,719 %, 2029-02-23	216 000 CAD	216 000	190 676	
série 5, 3,540 %, 2025-02-03	1 507 000 CAD	1 640 152	1 462 824	Teranet Income Fund				
série 12, 3,620 %, 2029-04-03	977 000 CAD	1 063 585	875 822	5,754 %, 2040-12-17	151 000 CAD	147 917	136 376	
série 17, 3,530 %, 2031-12-10	306 000 CAD	305 948	256 304	Groupe TMX				
série 16, 4,670 %, 2050-05-28	301 000 CAD	318 028	235 696	série F, 2,016 %, 2031-02-12	181 000 CAD	181 000	142 322	
série 18, 4,490 %, 2051-12-10	248 000 CAD	248 000	187 354	Banque Toronto-Dominion				
Corporation Financière Power				2,667 %, 2025-09-09	2 155 000 CAD	2 072 678	2 031 249	
6,900 %, 2033-03-11	50 000 CAD	58 080	53 526	1,128 %, 2025-12-09	1 039 000 CAD	1 018 213	943 649	
Reliance				2,260 %, 2027-01-07	1 373 000 CAD	1 313 591	1 234 508	
3,750 %, 2026-03-15	301 000 CAD	315 192	284 926	4,210 %, 2027-06-01	277 000 CAD	277 000	262 831	
2,680 %, 2027-12-01	301 000 CAD	305 641	262 748	5,376 %, 2027-10-21	1 091 000 CAD	1 093 058	1 075 324	
2,670 %, 2028-08-01	211 000 CAD	210 838	180 148	4,477 %, 2028-01-18	1 000 000 CAD	982 666	951 732	
Fonds de placement immobilier				1,888 %, 2028-03-08	848 000 CAD	819 227	725 914	
RioCan				5,491 %, 2028-09-08	400 000 CAD	400 000	395 495	
série AD, 1,974 %, 2026-06-15	71 000 CAD	71 000	63 513	4,680 %, 2029-01-08	3 110 000 CAD	3 093 281	2 967 611	
série AC, 2,361 %, 2027-03-10	75 000 CAD	64 536	65 827	3,105 %, taux variable à partir du 2025-04-22, 2030-04-22	1 338 000 CAD	1 328 739	1 275 961	
série AE, 2,829 %, 2028-11-08	259 000 CAD	247 189	218 126	3,060 %, taux variable à partir du 2027-01-26, 2032-01-26	301 000 CAD	327 076	273 043	
série AF, 4,628 %, 2029-05-01	362 000 CAD	361 993	330 415	7,283 %, taux variable à partir du 2027-10-31, 2082-10-31	350 000 CAD	350 000	339 019	
Rogers Communications				Tourmaline Oil				
3,100 %, 2025-04-15	157 000 CAD	156 881	150 463	série 2, 2,529 %, 2029-02-12	1 006 000 CAD	1 006 000	861 073	
3,750 %, 2029-04-15	124 000 CAD	123 865	111 409	TransCanada Pipelines				
3,250 %, 2029-05-01	145 000 CAD	159 699	126 807	5,277 %, 2030-07-15	250 000 CAD	249 900	240 729	
5,800 %, 2030-09-21	1 025 000 CAD	1 013 930	1 007 881	5,330 %, 2032-05-12	204 000 CAD	203 969	193 845	
2,900 %, 2030-12-09	603 000 CAD	620 452	490 667	4,330 %, 2047-09-16	295 000 CAD	301 643	223 681	
4,250 %, 2032-04-15	101 000 CAD	100 987	88 446	5,920 %, 2052-05-12	178 000 CAD	177 778	169 272	
5,900 %, 2033-09-21	1 075 000 CAD	1 068 991	1 050 044	Ventas Canada Finance				
6,750 %, 2039-11-09	181 000 CAD	258 551	184 553	série G, 2,450 %, 2027-01-04	518 000 CAD	516 907	461 561	
5,250 %, 2052-04-15	402 000 CAD	399 922	344 017	série H, 3,300 %, 2031-12-01	868 000 CAD	864 997	699 460	
Banque Royale du Canada				Vidéotron				
3,369 %, 2025-09-29	2 658 000 CAD	2 613 098	2 536 306	3,625 %, 2028-06-15	371 000 CAD	371 000	324 068	
2,328 %, 2027-01-28	582 000 CAD	560 695	523 704			99 545 626	90 442 366	
4,612 %, 2027-07-26	1 570 000 CAD	1 536 088	1 508 627	Total des obligations canadiennes		192 129 206	170 764 672	
5,228 %, 2030-06-24	225 000 CAD	225 000	218 165					
2,140 %, taux variable à partir du 2026-11-03, 2031-11-03	559 000 CAD	558 860	494 684					
1,670 %, taux variable à partir du 2028-01-28, 2033-01-28	401 000 CAD	367 150	332 223					
5,010 %, taux variable à partir du 2028-02-01, 2033-02-01	762 000 CAD	765 530	724 473					
Banque Scotia								
5,500 %, 2025-12-29	1 458 000 CAD	1 456 745	1 447 541					
5,500 %, 2026-05-08	1 100 000 CAD	1 099 967	1 092 402					
1,850 %, 2026-11-02	575 000 CAD	574 856	513 178					
2,950 %, 2027-03-08	5 973 000 CAD	5 760 919	5 450 495					

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Mandat NEI revenu fixe

INVENTAIRE DU PORTEFEUILLE DE PLACEMENTS AU 30 SEPTEMBRE 2023 (suite)

	VALEUR NOMINALE	COÛT \$	JUSTE VALEUR \$
Obligations supranationales (1,4 %)			
Banque asiatique de développement 0,750 %, 2026-02-10	3 013 000 CAD	3 012 548	2 732 098
Banque internationale pour la reconstruction et le développement 0,875 %, 2027-09-28	151 000 CAD	150 734	130 234
Total des obligations supranationales		3 163 282	2 862 332
Total des obligations		195 292 488	173 627 004
Fonds de placement (9,1 %)			
Fonds d'obligations mondiales à rendement global NEI, série I	1 893 849	21 264 904	18 308 785
Titres adossés à des créances hypothécaires canadiens (2,7 %)			
LNH Banque Laurentienne du Canada 1,390 %, 2027-06-01	2 838 748 CAD	2 565 405	2 564 482
Merrill Lynch NHA 1,340 %, 2027-01-01	521 583 CAD	508 977	475 148
Scotia Capital NHA 0,890 %, 2026-09-01	2 614 070 CAD	2 544 902	2 368 306
Total des titres adossés à des créances hypothécaires canadiens		5 619 284	5 407 936
Titres adossés à des crédits mobiliers canadiens (0,1 %)			
Eagle Credit Card Trust série 2023-1, classe A, 5,134 %, 2028-06-17	125 000 CAD	125 000	121 617
Total des placements (98,7 %)		222 301 676	197 465 342
Autres éléments d'actif net (1,3 %)			2 627 555
Actif net (100,0 %)			200 092 897

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Mandat NEI revenu fixe

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS – INFORMATION SPÉCIFIQUE

a) Constitution du Fonds (note 1)

Le Mandat NEI revenu fixe (le « Fonds ») est une fiducie d'investissement à participation unitaire non incorporée. La date de constitution de chaque série du Fonds est la date indiquée dans le prospectus simplifié comme étant la date de création de la série, tel que mentionné ci-dessous :

Série I

16 juillet 2019

b) Parts (note 4)

Parts émises et en circulation

	Nombre de parts au début de l'exercice	Parts émises	Parts réinvesties	Parts rachetées	Nombre de parts à la fin de l'exercice
Série I					
30 septembre 2023	41 959 273	634 306	845 906	19 632 971	23 806 514
30 septembre 2022	39 150 120	5 327 983	1 529 281	4 048 111	41 959 273

c) Distributions

Toutes les distributions effectuées par le Fonds sont automatiquement réinvesties dans des parts additionnelles de la même série que celle d'où provenait la distribution, à moins qu'un avis contraire précisant un versement en espèces ne soit reçu par écrit au moins cinq jours à l'avance. Toutes les distributions réinvesties sont versées sans frais d'acquisition.

Le calendrier des distributions, qui peuvent consister en un revenu net de placement, des gains en capital nets réalisés et/ou un remboursement de capital, est le suivant :

Série I

Trimestrielle

De plus, le Fonds distribuera, avant la fin de chaque année, tout excédent de revenu net et de gains en capital nets réalisés à ses porteurs de parts.

d) Frais de gestion et autres frais (note 5)

Les porteurs de parts de série I négocient et paient des frais de gestion et d'administration directement auprès du gestionnaire.

e) Opérations entre parties liées (note 6)

Desjardins Gestion internationale d'actifs inc. (« DGIA ») est le sous-conseiller en valeurs du Fonds. DGIA est une filiale en propriété exclusive de la Fédération des caisses Desjardins du Québec. Les honoraires de DGIA sont entièrement pris en charge par Placements NEI S.E.C.

Les charges à payer aux parties liées, présentées à l'état de la situation financière, sont les suivantes :

30 septembre 2023	30 septembre 2022
\$	\$
1 937	3 375

Le Fonds a reçu, pendant l'exercice, des revenus provenant des fonds sous-jacents. Le détail de ces revenus est présenté dans le tableau suivant :

30 septembre 2023	30 septembre 2022
\$	\$
Distributions provenant des fonds sous-jacents	
309 590	5 253 880

f) Informations sur les instruments financiers (note 7)

Stratégie lors de l'utilisation d'instruments financiers

Objectif de placement

Le Fonds a pour objectif de placement de procurer un revenu courant élevé avec la possibilité de gains en capital en investissant principalement, dans des titres à revenu fixe de marchés développés et émergents.

Le Fonds se conforme à une démarche de placement axée sur l'investissement responsable, tel que décrit dans le prospectus simplifié.

Instruments financiers évalués à la juste valeur

Niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur

Les tableaux suivants catégorisent la juste valeur des actifs financiers du Fonds selon une hiérarchie à trois niveaux. La méthodologie utilisée pour établir la hiérarchie des titres n'est pas nécessairement une indication du risque associé au placement dans les titres. La détermination de la juste valeur est décrite dans la section « Principales méthodes comptables » de la note 2.

Hiérarchie de la juste valeur (en milliers de \$)

30 septembre 2023	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers à la JVRN				
Obligations	82 392	91 234	-	173 626
Fonds de placement apparentés	18 309	-	-	18 309
Titres adossés à des créances hypothécaires	5 408	-	-	5 408
Titres adossés à des crédits mobiliers	-	122	-	122
Total	106 109	91 356	-	197 465

30 septembre 2022	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers à la JVRN				
Obligations	136 739	166 770	-	303 509
Fonds de placement apparentés	33 188	-	-	33 188
Titres adossés à des créances hypothécaires	9 644	-	-	9 644
Titres adossés à des crédits mobiliers	-	2	-	2
Titres de marché monétaire	6 848	-	-	6 848
Total	186 419	166 772	-	353 191

Transferts entre les niveaux 1 et 2

Au cours des exercices clos les 30 septembre 2023 et 2022, il n'y a eu aucun transfert de titres entre les niveaux 1 et 2.

Mandat NEI revenu fixe

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS – INFORMATION SPÉCIFIQUE (suite)

Risques découlant des instruments financiers

Risque de change

Aux 30 septembre 2023 et 2022, la plupart des éléments d'actif et de passif financiers du Fonds sont libellés en dollars canadiens. Le Fonds est donc peu exposé au risque de change.

Risque de taux d'intérêt (en milliers de \$)

Le tableau suivant résume l'exposition du Fonds au risque de taux d'intérêt. Il comprend les éléments d'actif et de passif financiers du Fonds selon leurs justes valeurs, catégorisés en fonction de la date contractuelle de modification des taux ou de la date d'échéance, selon la première éventualité. Il indique également l'effet sur l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables d'une variation de 1,00 % des taux d'intérêt en vigueur, en assumant un mouvement parallèle de la courbe de taux, toutes les autres variables étant demeurées constantes.

	Moins d'un an \$	1 à 5 ans \$	5 à 10 ans \$	Plus de 10 ans \$	Total rachetables \$	Effet sur l'actif net attribuable aux porteurs de parts \$
30 septembre 2023	2 036	65 700	55 328	58 045	181 109	14 121
30 septembre 2022	9 798	128 575	72 409	110 521	321 303	25 749

L'effet sur l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables est basé sur les titres à revenu fixe du portefeuille ainsi que les placements de fonds sous-jacents et les titres indiciaires exposés au risque de taux d'intérêt, le cas échéant.

En pratique, le rendement réel des transactions peut différer de cette analyse de sensibilité et la différence pourrait s'avérer importante.

Risque de concentration

Le tableau qui suit résume le risque de concentration en pourcentage de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables du Fonds :

30 septembre 2023		30 septembre 2022	
Segment de marché	%	Segment de marché	%
Obligations canadiennes		Obligations canadiennes	
Sociétés	45,2	Sociétés	45,3
Gouvernement du Canada	20,4	Gouvernements et sociétés publiques des provinces	18,3
Gouvernements et sociétés publiques des provinces	19,8	Gouvernement du Canada	17,4
Obligations supranationales	1,4	Municipalités et institutions parapubliques	0,1
Fonds de placement	9,1	Obligations supranationales	1,8
Titres adossés à des créances hypothécaires canadiens	2,7	Fonds de placement	9,1
Titres adossés à des crédits mobiliers canadiens	0,1	Titres adossés à des créances hypothécaires canadiens	2,6
Autres éléments d'actif net	1,3	Titres de marché monétaire canadiens	1,9
		Autres éléments d'actif net	3,5
Total	100,0	Total	100,0

Mandat NEI revenu fixe

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS – INFORMATION SPÉCIFIQUE (suite)

Risque de prix (en milliers de \$)

Les estimations de l'effet sur l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables du Fonds d'une variation raisonnablement possible des indices de référence, établies par le gestionnaire d'après le coefficient bêta historique (coefficient de sensibilité qui indique la relation existant entre les fluctuations de la valeur d'un titre et les fluctuations du marché) entre le rendement du Fonds et celui des indices de référence, toutes les autres variables étant demeurrées constantes, sont présentées dans le tableau ci-après. Une analyse de régression de 36 mois a été utilisée pour évaluer le coefficient bêta historique. Les données utilisées aux fins de l'analyse de régression reposent sur les rendements mensuels du Fonds.

Indices de référence	Variation des cours %	Effet sur l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	
		30 septembre 2023 \$	30 septembre 2022 \$
Indice des obligations universelles FTSE Canada	1,00	1 916	3 697

Lorsqu'il y a plus d'un indice de référence, l'effet de chaque indice doit être considéré individuellement, car chacun des indices peut varier indépendamment des autres.

En pratique, le rendement réel des transactions peut différer de ces analyses de sensibilité et les différences pourraient s'avérer importantes.

Risque de crédit

La concentration du risque de crédit du Fonds se situe principalement dans les titres à revenu fixe. Étant donné que leurs justes valeurs tiennent compte de la capacité financière de l'émetteur, ce facteur correspond au risque maximal de crédit auquel le Fonds est exposé.

Répartition du portefeuille des titres à revenu fixe par notation de crédit

Notation de crédit	Pourcentage des titres à revenu fixe	
	30 septembre 2023 %	30 septembre 2022 %
AAA	28	26
AA	21	19
A	30	32
BBB	20	22
BB	1	1
Total	100	100

Risque de liquidité

Pour obtenir des renseignements sur les échéances des passifs financiers et sur la gestion du risque de liquidité du Fonds, se reporter à la note 7 « Informations sur les instruments financiers ».

g) Impôts - Report des pertes (note 2)

Le solde des pertes en capital et le solde des pertes autres qu'en capital déterminés aux fins des déclarations fiscales du Fonds au 31 décembre 2022, correspondant à la date de fin d'exercice à des fins fiscales, sont les suivants :

Pertes en capital		Pertes autres qu'en capital	
Montant \$		Montant \$	Année d'échéance
40 007 969		-	

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 septembre 2023 et 2022

Dans les notes afférentes aux états financiers, les termes « nous », « Placements NEI S.E.C. » ou « NEI » font référence à Placements NordOuest & Éthiques S.E.C., le gestionnaire des Fonds.

Dans les notes afférentes aux états financiers, « porteurs de parts » fait référence aux porteurs de parts rachetables.

1. CONSTITUTION DES FONDS

Placements NEI S.E.C. agit à titre de gestionnaire des Fonds NEI, collectivement appelés « les Fonds ». L'adresse de son siège social est le 151, rue Yonge, bureau 1200, Toronto (Ontario), M5C 2W7.

Les Fonds sont tous des fiducies de fonds commun de placement ou des fiducies d'investissement à participation unitaire assujetties aux lois de la province de l'Ontario.

L'information financière présentée dans ces états financiers et les notes afférentes est aux 30 septembre 2023 et 2022, et porte sur les périodes de 12 mois closes à ces dates, à l'exception des Fonds créés au cours de l'une des périodes. Le cas échéant, les informations fournies concernent la période allant de la constitution aux 30 septembre 2023 et 2022, selon le cas.

Fonds	Date de création
Fonds d'infrastructure propre NEI	1 ^{er} mars 2022
Fonds d'obligations d'impact canadien NEI	29 juin 2023
Portefeuille NEI Impact conservateur	29 juin 2023
Portefeuille NEI Impact équilibré	29 juin 2023
Portefeuille NEI Impact croissance	29 juin 2023

Pour les Fonds créés en cours d'exercice, le terme « période » désigne la période du début des opérations au 30 septembre de l'exercice concerné. La date de constitution est indiquée à la note a) des Notes afférentes aux états financiers—Information spécifique du Fonds.

Les principales activités des Fonds sont présentées à la section « Notes afférentes aux états financiers – Information spécifique » relative à chacun des Fonds.

2. MODE DE PRÉSENTATION ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

MODE DE PRÉSENTATION

Déclaration de conformité

Les méthodes utilisées pour la préparation des présents états financiers sont conformes aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Les états financiers ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration de Placements NEI S.E.C., le 12 décembre 2023.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes d'évaluation et de présentation appliquées lors de la préparation de ces états financiers sont indiquées ci-dessous.

Instruments financiers

Les instruments financiers des Fonds comprennent, le cas échéant, la trésorerie et équivalents, les placements, les dérivés, les intérêts, les dividendes et autres montants à recevoir, les sommes à recevoir pour la vente de titres, les souscriptions à recevoir, la garantie en trésorerie reçue pour les mises en pension, les sommes à payer pour l'achat de titres, les distributions à payer aux porteurs de parts, les charges à payer, les passifs, les rachats à payer et les engagements relatifs à des mises en pension. Les instruments financiers sont comptabilisés à la date à laquelle les Fonds deviennent partie aux dispositions contractuelles de l'instrument, à savoir la date de transaction de l'instrument financier.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie liés aux placements ont expiré ou que les Fonds ont transféré la quasi-totalité des avantages et des risques de la propriété.

Classement et évaluation

Les Fonds classent et évaluent les instruments financiers conformément à IFRS 9, *Instruments financiers*. Selon IFRS 9, les actifs financiers sont évalués au coût amorti ou à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »), en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels et du modèle commercial de gestion des actifs financiers.

Les portefeuilles d'actifs financiers sont gérés sur la base de la juste valeur et la performance est évaluée à la juste valeur. Les Fonds sont évalués à la juste valeur et cette information est utilisée pour évaluer la performance des actifs et pour prendre des décisions. Les flux de trésorerie contractuels des titres à revenu fixe correspondent uniquement à des remboursements de principal et d'intérêt, toutefois, ces titres ne sont ni détenus aux fins de la perception des flux de trésorerie contractuels ni aux fins de la perception des flux de trésorerie contractuels et de la vente. La perception des flux de trésorerie contractuels est seulement accessoire à l'atteinte des objectifs du modèle économique des Fonds. Par conséquent, tous les investissements sont évalués à la JVRN.

L'obligation des Fonds au titre de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables est présentée au montant du rachat, qui se rapproche de la juste valeur. Les méthodes comptables utilisées pour l'évaluation de la juste valeur des placements et des instruments financiers dérivés sont identiques aux méthodes utilisées pour évaluer la valeur liquidative aux fins des transactions avec les porteurs de parts rachetables, sauf lorsque le cours de clôture pour les actifs et passifs financiers ne s'inscrit pas dans l'écart acheteur-vendeur.

Aux 30 septembre 2023 et 2022, il n'y a pas de différence entre la valeur liquidative par part aux fins des transactions et l'actif net par part attribuable aux porteurs de parts rachetables conformément aux IFRS.

Classement des parts émises par les Fonds

Les parts en circulation des Fonds sont considérées comme des « instruments remboursables au gré du porteur » conformément à IAS 32, *Instruments financiers : Présentation* (« IAS 32 »). Les parts en circulation des Fonds sont classées comme des passifs financiers dans les états financiers puisqu'elles ne répondent pas à la définition d'instruments remboursables au gré du porteur à classer dans les capitaux propres.

Dépréciation d'actifs financiers

Le modèle de dépréciation s'applique aux actifs financiers, à l'exception des instruments financiers à la JVRN ou désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Comme les actifs financiers sont évalués au coût amorti, les Fonds considèrent autant l'analyse historique et les informations prévisionnelles dans la détermination des pertes de crédit attendues. En date des états financiers, tous les actifs financiers évalués au coût amorti devraient se régler à court terme. Les Fonds considèrent que le risque de défaut sur ces actifs financiers est faible, et que les contreparties ont une forte capacité à respecter leurs obligations contractuelles à court terme. Étant donné la faible exposition des Fonds au risque de crédit sur les actifs financiers comptabilisés au coût amorti, aucune correction de valeur pour perte n'a été comptabilisée, car aucune dépréciation n'aura d'incidence importante sur les états financiers.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La juste valeur des actifs et des passifs financiers négociés sur des marchés actifs est fondée sur le cours de clôture des marchés à la date d'évaluation. Les Fonds utilisent le cours de clôture pour les actifs et passifs financiers lorsque ce cours s'inscrit dans l'écart acheteur-vendeur. Lorsque le cours de clôture ne s'inscrit pas dans l'écart acheteur-vendeur, le gestionnaire détermine la valeur située dans l'écart acheteur-vendeur la plus représentative de la juste valeur compte tenu des faits et circonstances en cause.

La juste valeur des actifs et passifs financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif, y compris les instruments financiers dérivés hors cote, est déterminée au moyen de techniques d'évaluation. Les Fonds utilisent diverses méthodes et posent des hypothèses qui reposent sur les conditions qui prévalent sur le marché à chaque date d'évaluation.

Les techniques d'évaluation comprennent l'utilisation de transactions récentes comparables dans des conditions de concurrence normale, la référence à la juste valeur d'un autre instrument identique en substance, la valeur actualisée des flux de trésorerie, les modèles d'évaluation des options et d'autres techniques couramment utilisées par les intervenants du marché et fondées sur des données de marché observables. Se reporter à la note 7 « Informations sur les instruments financiers » pour de plus amples renseignements sur les évaluations de la juste valeur des Fonds.

Encaisse

L'encaisse (découvert bancaire) est évaluée au coût, lequel se rapproche de la juste valeur.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 septembre 2023 et 2022 (suite)

Titres de marché monétaire

Les titres de marché monétaire sont inscrits au coût qui inclut des intérêts courus et se rapproche de la juste valeur.

Actions, titres indiciels et fonds négociés en Bourse

Les actions, les titres indiciels et les fonds négociés en Bourse (FNB) sont inscrits au cours de clôture de la Bourse accréditée où le titre correspondant est le plus négocié. Les FNB sont évalués à la moyenne des cours acheteur et vendeur de clôture. Les bons de souscription non inscrits en bourse ont été évalués à l'aide d'un modèle d'évaluation reconnu, comme le modèle Black-Scholes.

Obligations, titres adossés à des créances hypothécaires et titres adossés à des crédits mobiliers

Les obligations, les titres adossés à des créances hypothécaires et les titres adossés à des crédits mobiliers sont évalués à partir des cours de clôture obtenus de courtiers en valeurs mobilières reconnus.

Fonds de placement

Les parts des fonds sous-jacents sont généralement inscrites à la valeur liquidative par part, fournie par le gestionnaire du fonds sous-jacent, à chaque jour d'évaluation à l'exception des fonds de placement privés qui sont traités dans la section « Évaluation des titres non cotés et autres placements ».

Instruments financiers dérivés

Certains Fonds ont recours à un éventail d'instruments financiers dérivés tels que des contrats de change à terme, des contrats à terme de gré à gré, des swaps de taux d'intérêt, des swaps sur défaillance de crédit, des titres à être déterminés (« TBA »), des contrats à terme et des options, soit à des fins de couverture, soit à des fins autres que de couverture, ou les deux.

Contrats de change à terme, contrats à terme de gré à gré, swaps de taux d'intérêt, swaps sur défaillance de crédit et TBA

La juste valeur de ces instruments correspond au gain ou à la perte qu'entraînerait leur réalisation à la date d'évaluation; cette valeur est comptabilisée au poste « Plus-value (moins-value) non réalisée sur dérivés » dans les états de la situation financière.

Contrats à terme

Les contrats à terme sont évalués à la juste valeur et sont réglés quotidiennement par l'entremise de courtiers agissant à titre d'intermédiaires. Les montants à recevoir (à payer) relativement au règlement de contrats à terme sont comptabilisés au poste « Montant à recevoir (à payer) sur contrats à terme » à l'état de la situation financière.

Options

Les options inscrites à la cote d'une Bourse sont évaluées à la juste valeur fondée sur le cours de clôture de la principale Bourse sur laquelle l'option est négociée pour les positions acheteur et sur le cours vendeur pour les positions vendeur. Les options non inscrites en bourse sont évaluées à l'aide d'un modèle d'évaluation reconnu, comme le modèle Black-Scholes.

Évaluation des titres non cotés et autres placements

Lorsque les principes d'évaluation des placements décrits précédemment ne sont pas applicables, la juste valeur est déterminée selon les meilleures estimations du gestionnaire à l'aide de procédures d'évaluation établies et qui reposent sur les conditions qui prévalent sur le marché à chaque date d'évaluation. Ces procédures couvrent entre autres les titres en arrêt de transaction, les titres de sociétés privées ainsi que les titres non liquides. Pour plus d'information, se reporter à la note 3 « Jugements significatifs, estimations et hypothèses ».

Opérations sur les placements

Les opérations sur les placements sont comptabilisées à la date de l'opération. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen à l'exception du coût des titres de marché monétaire qui est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Le coût moyen n'inclut pas l'amortissement des primes ou des escomptes sur les titres à revenu fixe à l'exception des obligations sans coupon. Les coûts de transaction du Portefeuille, comme les commissions de courtage, engagés au moment de l'achat et de la vente de titres par les Fonds sont constatés dans les états du résultat global. L'écart entre la plus-value (moins-value) non réalisée des placements au début et à la fin de l'exercice est comptabilisé au poste « Gain net (perte nette) non réalisé(e) sur placements » dans les états du résultat global. Lors de la disposition d'un placement, la différence entre la juste valeur et le coût des placements est incluse au poste « Gain net (perte nette) réalisé(e) sur placements » de ces mêmes états.

Activités de prêts de titres et de mises en pension

Depuis juin 2020, certains Fonds peuvent conclure des opérations de prêts de titres et de mises en pension par l'entremise du programme de prêts de titres de Fiducie Desjardins inc. (« Fiducie Desjardins »).

Prêts de titres

Les titres prêtés continuent d'être inclus dans l'inventaire du portefeuille de placements ainsi que dans la valeur totale des états de la situation financière, car la quasi-totalité des risques et avantages liés à leur propriété sont conservés par les Fonds.

Afin de limiter le risque que la contrepartie ne puisse remplir ses obligations, les Fonds reçoivent une garantie représentant au moins 102 % du montant contractuel, déterminée quotidiennement selon la juste valeur des titres prêtés au jour ouvrable précédent. Les titres reçus en garantie dans le cadre des activités de prêts de titres ne sont pas comptabilisés à l'état de la situation financière, car la quasi-totalité des risques et des avantages liés à leur propriété n'a pas été transférée aux Fonds. Les garanties reçues sous forme d'espèces sont quant à elles comptabilisées dans l'état de la situation financière au poste « Garantie en trésorerie reçue pour les prêts de titres », selon le cas.

Pour les Fonds qui participent à des opérations de prêts de titres, le montant des titres prêtés et la valeur des garanties reçues sont indiqués dans l'inventaire du portefeuille de placements, le cas échéant.

Les revenus générés par les activités de prêt de titres de la Fiducie Desjardins sont partagés entre le Fonds et la Fiducie Desjardins au taux présenté à la section « Notes afférentes aux états financiers – Information spécifique » relative à chacun des Fonds. Ces revenus sont constatés au poste « Revenus provenant des activités de prêt de titres » dans les états du résultat global.

Mises en pension

Dans le cadre d'une mise en pension, un Fonds vend un titre à un tiers et s'engage à lui racheter le même titre, ou essentiellement le même, à un prix et une date prédéterminés.

Afin de limiter le risque que la contrepartie ne puisse remplir ses obligations, les Fonds reçoivent une garantie qui comprend une combinaison d'espèces et de titres, représentant au moins 102 % du montant contractuel, déterminée quotidiennement selon la juste valeur des titres mis en pension le jour ouvrable précédent. Les titres reçus en garantie dans le cadre des mises en pension ne sont pas comptabilisés à l'état de la situation financière, car la quasi-totalité des risques et des avantages liés à leur propriété n'a pas été transférée aux Fonds.

Les garanties reçues sous forme d'espèces dans le cadre de mises en pension sont quant à elles comptabilisées comme actifs financiers à l'état de la situation financière au poste « Garantie en trésorerie reçue pour les mises en pension ». Un passif correspondant à l'obligation de remettre les titres est comptabilisé au poste « Engagements relatifs à des mises en pension ». Fiducie Desjardins, à titre de dépositaire des Fonds, peut utiliser ces montants pour acquérir des placements. Les revenus générés sont partagés entre le Fonds et Fiducie Desjardins selon le taux présenté à la section « Notes afférentes aux états financiers – Information spécifique » relative à chacun des Fonds. Ces revenus sont inclus au poste « Revenus provenant des activités de prêts de titres » à l'état du résultat global.

Compensation des actifs et des passifs financiers

Un actif et un passif financiers doivent être compensés à l'état de la situation financière du Fonds si et seulement si le Fonds a un droit juridiquement exécutoire et inconditionnel de les compenser et qu'il a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Le Fonds a un droit juridiquement exécutoire et inconditionnel de compenser un actif et un passif financiers lorsque ce droit est exécutoire dans le cours normal des affaires, et en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite.

Les instruments financiers dérivés négociés sur les marchés hors cote, les prêts de titres et les mises en pension, les sommes à recevoir sur la vente de titres et les sommes à payer pour l'achat de titres font l'objet d'accords généraux de compensation ou d'ententes similaires qui ne satisfont pas aux critères de compensation dans les états de la situation financière, car le droit de compensation n'est exécutoire qu'en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite.

Le tableau présentant l'information sur les actifs et passifs financiers compensés ou non compensés dans les états de la situation financière et faisant l'objet d'un accord général de compensation ou d'une entente similaire est présenté dans la section « Notes afférentes aux états financiers – Information spécifique » relative à chacun des Fonds, s'il y a lieu.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 septembre 2023 et 2022 (suite)

Autres éléments d'actif et de passif

La couverture déposée sur dérivés, le montant à recevoir sur contrats à terme, les souscriptions à recevoir, la somme à recevoir pour la vente de titres, la garantie en trésorerie reçue pour les mises en pension ainsi que les intérêts, dividendes et autres montants à recevoir sont constatés au coût amorti.

De même, les charges à payer, le montant à payer sur contrats à terme, les parts rachetées à payer, la somme à payer pour l'achat de titres, les engagements relatifs à des mises en pension, les intérêts, dividendes et autres montants à payer ainsi que les distributions à payer sont constatés au coût amorti.

Étant donné la nature à court terme des autres éléments d'actif et de passif, leur valeur comptable se rapproche de leur juste valeur.

Revenus

Les revenus d'intérêts à des fins de distribution présentés dans les états du résultat global tirés des placements en titres de créance sont comptabilisés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés. Les Fonds n'amortissent pas les primes payées ni les escomptes reçus à l'achat de titres de créance à l'exception des obligations sans coupon. Les dividendes sont comptabilisés à la date ex-dividende. Les revenus provenant des FNB et des fiducies de revenu sont inclus dans les « Dividendes ». Les distributions notionnelles reçues des FNB sont considérées comme des transactions hors trésorerie et augmentent les coûts moyens de ces FNB. Les montants provenant de placements qui sont traités comme un remboursement de capital aux fins fiscales réduisent le coût moyen de ces placements. Les revenus de dividendes et d'intérêts étrangers sont comptabilisés au montant brut reçu et sont inclus aux postes de « Revenus » dans les états du résultat global.

Le revenu net de la société en commandite comprend le revenu attribué à des fins fiscales et est présenté dans le poste « Distributions provenant des fonds sous-jacents ». Les distributions reçues des fonds sous-jacents sont comptabilisées à la date de la distribution. Elles sont incluses dans le poste « Distributions provenant des fonds sous-jacents » dans les états du résultat global.

Les distributions reçues sous la forme de parts de fonds sous-jacents sont présentées à titre de « Distributions hors trésorerie provenant des placements » dans les états des flux de trésorerie.

Au règlement des instruments financiers dérivés, le gain ou la perte sur les instruments financiers dérivés détenus à des fins de couverture est inclus au poste « Gain net (perte nette) réalisé(e) sur dérivés » dans les états du résultat global. Le gain ou la perte sur les instruments financiers dérivés détenus à des fins autres que de couverture est inclus au poste « Revenu net (perte nette) provenant de dérivés » de ces mêmes états.

Conversion des devises

Les états financiers, les souscriptions et rachats des Fonds sont libellés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle et de présentation des Fonds. Les actifs et les passifs en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à chaque date d'évaluation. Les achats et les ventes de titres, de même que les revenus et les dépenses, exprimés en devises, sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur aux dates des opérations.

Les écarts de conversion se rapportant à la trésorerie sont présentés à titre d'« Écart de conversion sur encaisse » et les écarts de conversion se rapportant à d'autres actifs et passifs financiers sont présentés sous les postes « Gain net (perte nette) réalisé(e) sur placements » et « Gain net (perte nette) non réalisé(e) sur placements » dans les états du résultat global.

Les montants en devises sont présentés en utilisant les abréviations suivantes :

Abréviation	Devises	Abréviation	Devises
AUD	Dollar australien	JPY	Yen japonais
BRL	Réal brésilien	KRW	Won sud-coréen
CAD	Dollar canadien	MXN	Peso mexicain
CHF	Franc suisse	NOK	Couronne norvégienne
CLP	Peso chilien	NZD	Dollar néo-zélandais
CNY	Yuan chinois	PHP	Peso philippin
CZK	Couronne tchèque	PLN	Zloty polonais
DKK	Couronne danoise	SAR	Riyal saoudien
EUR	Euro	SEK	Couronne suédoise
GBP	Livre sterling	SGD	Dollar de Singapour
HKD	Dollar de Hong Kong	THB	Baht thaïlandais
HUF	Forint hongrois	TRY	Livre turque
IDR	Rupiah indonésienne	TWD	Dollar de Taïwan
ILS	Shekel israélien	USD	Dollar américain
INR	Roupie indienne	ZAR	Rand sud-africain

Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables par part

L'augmentation (la diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables par part, présentée dans les états du résultat global, représente l'augmentation (la diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables divisée par le nombre moyen de parts en circulation au cours de l'exercice.

Impôts

Aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), chaque Fonds est admissible ou entend devenir admissible à titre de fiducie de fonds commun de placement excepté les Fonds identifiés ci-dessous.

Les Fonds suivants sont considérés comme des fiducies d'investissement à participation unitaire :

- Mandat NEI revenu fixe
- Mandat NEI actions canadiennes
- Mandat NEI actions mondiales
- Mandat NEI répartition d'actifs sous gestion

La date de fin d'année d'imposition de tous les Fonds est le 15 décembre sauf pour le Fonds du marché monétaire NEI et les fiducies d'investissement à participation unitaire, dont la date est le 31 décembre.

Les Fonds sont imposables sur leurs revenus et leurs gains nets en capital non distribués aux porteurs de parts. Les Fonds doivent verser aux porteurs de parts la totalité de leurs revenus de placement et une part suffisante du montant net de leurs gains en capital réalisés pour ne pas être assujettis à l'impôt sur le revenu. Les Fonds ne comptabilisent donc pas d'impôts sur le résultat. Étant donné que les Fonds ne comptabilisent pas d'impôts sur le résultat, l'économie d'impôt liée aux pertes en capital et pertes autres qu'en capital n'a pas été reflétée à titre d'actif d'impôt différé dans les états de la situation financière. Dans certains cas particuliers, les Mandats, qui sont des fiducies d'investissement à participation unitaire, peuvent devoir payer l'impôt minimum de remplacement et peuvent être assujettis à un impôt spécial prévu à la partie XII.2 de la Loi de l'impôt. Le gestionnaire prévoit que les Mandats ne seront pas assujettis à l'impôt prévu à la partie XII.2, mais rien ne garantit que cela ne se produira pas.

Les pertes en capital peuvent être reportées indéfiniment en diminution de gains en capital futurs. Les pertes autres qu'en capital subies au cours de l'exercice peuvent être reportées ultérieurement sur 20 ans et inscrites en diminution des revenus et des gains en capital futurs.

Les distributions sont classées comme remboursement de capital, revenu net de placement ou gain en capital. Le gestionnaire se réserve le droit d'effectuer des distributions supplémentaires au cours d'un exercice donné, s'il le juge approprié.

Les Fonds sont actuellement assujettis à des retenues d'impôts sur les revenus étrangers de placement et les gains en capital dans certains pays étrangers. Ces revenus et ces gains sont comptabilisés au montant brut, et les retenues d'impôts s'y rattachant sont présentées à titre de charge distincte dans les états du résultat global.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 septembre 2023 et 2022 (suite)

Se reporter à la section « Notes afférentes aux états financiers – Information spécifique » relative à chacun des Fonds pour plus d'information sur les impôts.

Investissement dans d'autres entités d'investissement

Les Fonds respectent les conditions d'IFRS 10, *États financiers consolidés*, leur permettant de se qualifier à titre d'entités d'investissement et comptabilisent leurs placements dans des fonds sous-jacents à la JVRN.

Conformément à IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, les informations spécifiques sur la participation dans des entités, telles que des filiales, des entreprises associées et des entités structurées ont été présentées, le cas échéant, dans les « Notes afférentes aux états financiers – Information spécifique » relatives à chacun des Fonds.

Filiales

Une entité est considérée comme une filiale lorsqu'elle est contrôlée par une autre entité. Le Fonds contrôle une entité lorsqu'il a le droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer par le pouvoir qu'il détient sur celle-ci.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont des participations dans des entités sur lesquelles les Fonds exercent une influence notable, sans toutefois exercer un contrôle.

Entités structurées

Les entités structurées sont des entités conçues de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité. Le gestionnaire a déterminé que les placements dans des fonds sous-jacents (incluant les sociétés en commandite), des titres indiciels, des fonds négociés en Bourse, des fiducies de revenu, des titres adossés à des créances hypothécaires, des titres adossés à des crédits mobiliers sont des entités structurées, à moins que le lien spécifié soit différent. Les valeurs totales de ces placements dans le tableau « Hiérarchie de la juste valeur » représentent également la juste valeur des participations dans des entités structurées.

3. JUGEMENTS SIGNIFICATIFS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

Lorsqu'il prépare les états financiers, le gestionnaire doit faire appel à son jugement pour appliquer les méthodes comptables et établir des estimations et des hypothèses quant à l'avenir. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les paragraphes suivants présentent une analyse des jugements et estimations comptables les plus importants établis par les Fonds aux fins de la préparation des états financiers.

Évaluation de la juste valeur des dérivés et des titres non cotés sur un marché actif

Les Fonds peuvent détenir des instruments financiers qui ne sont pas cotés sur des marchés actifs, notamment des instruments financiers dérivés. La juste valeur est déterminée à partir de modèles qui maximisent l'utilisation de données de marché observables et minimisent l'utilisation de données non observables. Les Fonds considèrent comme des données observables les données de marché qui sont faciles à obtenir, diffusées et mises à jour périodiquement, fiables et vérifiables, non exclusives et fournies par des sources indépendantes qui sont des intervenants actifs sur le marché en question. Les modèles utilisés pour déterminer la juste valeur sont validés et sont examinés périodiquement par du personnel expérimenté du gestionnaire.

Lorsque des prix cotés ne sont pas disponibles, les estimations de la juste valeur sont établies à l'aide de la valeur actualisée et d'autres méthodes d'évaluation, qui sont elles-mêmes fonction des hypothèses relatives au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et aux taux d'actualisation, lesquels reflètent divers degrés de risque, dont le risque de liquidité, le risque de crédit, et les risques liés aux taux d'intérêt, aux taux de change et à la volatilité des prix et des taux.

Le calcul des justes valeurs peut différer compte tenu de l'utilisation du jugement dans l'application des techniques d'évaluation et des estimations acceptables. La juste valeur reflète les conditions du marché à une date donnée et, pour cette raison, peut ne pas être représentative des justes valeurs futures. Se reporter à la note 7 « Information sur les instruments financiers » pour de plus amples renseignements sur l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers.

4. ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX PORTEURS DE PARTS RACHETABLES

Structure des parts rachetables

Chaque Fonds est autorisé à émettre un nombre illimité de séries de parts et un nombre illimité de parts rachetables (les parts) de chaque série. Chaque part de série confère le droit à son porteur de participer également aux distributions que le Fonds effectue pour cette série. Des fractions de part peuvent être émises.

Les parts d'un Fonds sont de même série et confèrent les mêmes droits et privilèges, sauf que dans un Fonds comptant plus d'une série de parts, chaque série de parts peut être assortie de différentes structures de frais de gestion, de rémunération du courtier ou de distribution. Par conséquent, chaque part confère un droit de vote à son porteur et permet à ce dernier de participer également aux distributions effectuées par le Fonds en ce qui a trait aux séries de parts et, lors de sa liquidation, à la répartition de l'actif net attribuable à la série de parts après acquittement du passif en cours. Une fraction de part confère à son porteur un droit de participation proportionnel, mais ne comporte pas de droit de vote.

Les Fonds n'émettent que des parts et des fractions de part entièrement libérées. Un porteur de parts peut faire racheter ses parts de la manière décrite à la déclaration de fiducie.

Le gestionnaire gère le capital des Fonds conformément à leurs objectifs de placement (se reporter à la note 7). Les Fonds s'efforcent d'investir les souscriptions reçues dans des placements appropriés et de maintenir des liquidités suffisantes pour effectuer les rachats conformément aux règlements sur les valeurs mobilières, ces liquidités étant augmentées par des emprunts à court terme ou la cession de placements si nécessaire.

Parts autorisées

Les parts autorisées du Fonds sont composées des séries de parts suivantes :

Un nombre illimité de parts de série A, qui s'adressent principalement aux investisseurs particuliers achetant des parts selon l'option de frais de souscription initiaux.

Un nombre illimité de parts de série C, qui s'adressent aux investisseurs qui ont accordé à leur courtier un pouvoir discrétionnaire à l'égard de leurs placements, lui permettant d'investir au moyen de portefeuilles modèles exclusifs.

Un nombre illimité de parts de série F, qui s'adressent aux investisseurs participant à des programmes n'exigeant pas qu'ils versent de frais de souscription ni de frais de service aux spécialistes en placement ou aux courtiers.

Un nombre illimité de parts de série I, qui s'adressent aux investisseurs institutionnels et aux autres investisseurs fortunés qui négocient et paient des frais de gestion directement au gestionnaire. Les frais de gestion de la série I ne seront en aucun cas supérieurs aux frais de gestion payables à l'égard des parts de la série A du Fonds.

Un nombre illimité de parts de série O, qui s'adressent aux investisseurs qui font des placements importants dans un Fonds. Ces investisseurs doivent conclure une entente qui détermine les frais de gestion négociés et paient ces frais directement au gestionnaire. Les frais de gestion de la série O ne seront en aucun cas supérieurs aux frais de gestion payables à l'égard des parts de la série A du Fonds.

Un nombre illimité de parts de série P, qui s'adressent aux investisseurs qui font des placements importants dans un seul Fonds. Les parts de la série P ne peuvent être achetées que selon l'option avec frais de souscription initiaux.

Un nombre illimité de parts de série PF, qui s'adressent aux investisseurs qui font des placements importants dans un seul Fonds et aux investisseurs qui participent à des programmes n'exigeant pas qu'ils versent de frais de souscription ni de frais de service aux spécialistes en placement ou aux courtiers.

Un nombre illimité de parts de série W, qui s'adressent aux investisseurs effectuant un placement initial d'au moins 100 000 \$ dans un portefeuille privé NEI. Les parts de série W ne peuvent être achetées que selon l'option avec des frais de souscription initiaux. Le critère de placement initial peut varier de temps à autre.

Un nombre illimité de parts de série WF, qui s'adressent aux investisseurs effectuant un placement initial d'au moins 100 000 \$ dans un portefeuille privé NEI et aux investisseurs qui participent à des programmes n'exigeant pas qu'ils versent de frais de souscription ni de frais de service aux spécialistes en placement ou aux courtiers. Le critère de placement initial peut varier de temps à autre.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 septembre 2023 et 2022 (suite)

Placements NEI S.E.C. a décidé de mettre fin à l'acquisition de parts par versement de frais différés au rachat (« FDR »), frais de souscription réduits, frais de souscription réduits 2 et frais de souscription réduits 3 (collectivement, les « FSR ») pour les Fonds qui offriraient ces choix. Depuis le 10 août 2020, les nouveaux investisseurs ne peuvent plus souscrire de parts de la gamme de Fonds NEI selon les modalités FDR ou FSR. Ceux qui détiennent des parts FDR et FSR ont pu continuer à investir selon ces modalités jusqu'à octobre 2020. À partir du 5 octobre 2020, plus aucune souscription de parts ne pouvait se faire selon les modalités FDR ou FSR. Les investisseurs qui détiennent des parts FDR ou FSR les conserveront moyennant le barème des frais de rachat applicable.

Évaluation des parts

Chaque jour ouvrable, pour chaque série de parts de chaque Fonds, le gestionnaire calcule la valeur liquidative par part en divisant l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables par le nombre de parts en circulation.

La valeur liquidative de chaque série d'un Fonds correspond à la proportion de l'actif de ce Fonds attribuable à cette série, déduction faite de la proportion du passif global du Fonds attribuable à cette série et du passif spécifique de cette série. Les charges liées directement à une série lui sont imputées. Les autres revenus et charges ainsi que les gains et les pertes en capital réalisés et non réalisés sont imputés à chaque série en proportion de leur valeur liquidative respective.

Gestion du risque lié aux parts

Les parts émises et en circulation sont considérées comme constituant le capital des Fonds. Les Fonds ne sont pas assujettis à des exigences particulières en matière de capital en ce qui concerne la souscription et le rachat de parts, exception faite de certaines exigences minimales en matière de souscription. Les porteurs de parts ont le droit d'exiger le versement de la valeur liquidative par part des Fonds pour la totalité ou une partie des parts qu'ils détiennent par avis écrit au gestionnaire. L'avis écrit doit être reçu dans le délai prescrit. Les parts sont rachetables contre un montant de trésorerie égal à la quote-part correspondante de la valeur liquidative des Fonds.

Rachats

Les porteurs de parts peuvent en tout temps obtenir le rachat de la totalité ou d'une partie de leurs parts à la date d'évaluation, à la valeur liquidative par part de clôture. Le paiement des parts rachetées sera effectué par le Fonds concerné.

5. FRAIS DE GESTION ET AUTRES FRAIS

Frais de gestion

En tant que fiduciaire, gestionnaire, conseiller en valeurs et agent chargé de la tenue des registres, Placements NEI S.E.C. reçoit, pour chaque Fonds, des frais de gestion, avant taxes, calculés sur la valeur liquidative de chaque série de parts chaque jour d'évaluation. Les frais de gestion sont calculés quotidiennement sur la valeur liquidative des Fonds selon le taux annuel présenté aux « Notes afférentes aux états financiers – Information spécifique » relatives à chacun des Fonds. Placements NEI S.E.C. est responsable du paiement des frais de gestion des placements aux sous-conseillers en valeurs dont les services sont retenus par les Fonds.

Les frais de gestion varient selon les Fonds et les séries. Les parts de série I et de série O des Fonds ne sont pas soumises à des frais de gestion, car les porteurs de parts de ces séries négocient et paient ces frais directement au gestionnaire.

Certains Fonds peuvent investir dans d'autres organismes de placement collectif (« les fonds sous-jacents ») incluant d'autres Fonds NEI afin d'atteindre leurs objectifs de placement. Ces fonds sous-jacents doivent alors payer des frais, qui s'ajoutent à ceux que doit payer le Fonds qui fait le placement. Le Fonds n'aura à payer aucuns frais de gestion qui, de l'avis d'une personne raisonnable, doubleraient les frais que le fonds sous-jacent doit payer pour le même service.

Autres dépenses

Le gestionnaire paie tous les frais de fonctionnement des Fonds, à l'exception de :

- les coûts et dépenses liés aux taxes (y compris, mais sans s'y limiter, la TPS/TVH), aux emprunts et aux coûts associés au comité d'examen indépendant (« CEI »). Les frais relatifs au CEI comprennent les cotisations annuelles, les frais de réunion et d'autres dépenses connexes tels que les frais de déplacement liés au fonctionnement du CEI;
- les coûts liés aux transactions de portefeuille, y compris les commissions de courtage et les frais de recherche et d'exécution.

Les charges d'exploitation comprennent, sans s'y limiter, les honoraires d'audit, les frais de comptabilité des fonds, les frais d'agence de transfert et de tenue des registres, les frais de garde, les frais d'administration et les services fiduciaires relatifs aux régimes fiscaux enregistrés, les frais d'impression et de diffusion des prospectus, des notices annuelles, des informations sur les fonds et des documents d'information continue, les frais juridiques, les frais bancaires, les frais de communications avec les investisseurs et les droits de dépôt réglementaire.

En contrepartie de l'obligation de payer des charges d'exploitation, chaque Fonds verse au gestionnaire des frais d'administration fixes (« frais d'administration ») qui sont soumis aux taxes applicables, y compris la TVH. Les frais d'administration varient selon les Fonds et les séries. Les frais d'administration correspondent à un pourcentage déterminé de la valeur liquidative de la série, calculé et comptabilisé quotidiennement. Aucuns frais d'administration ne sont facturés aux parts de série I des Fonds en raison des structures des frais associées à ces séries.

Le taux annuel des frais de gestion et le taux des frais d'administration présentés aux « Notes afférentes aux états financiers – Information spécifique » relative à chacun des Fonds pourraient être inférieurs aux taux présentés dans le prospectus, puisque le gestionnaire peut assumer une partie de ces frais.

Pour obtenir des renseignements concernant les frais de gestion et les autres frais auxquels chaque Fonds est exposé, se reporter à la section « Notes afférentes aux états financiers – Information spécifique » relative à chacun des Fonds.

6. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Placements NEI S.E.C. est le gestionnaire, le fiduciaire, le gestionnaire de portefeuille et le registraire des Fonds. Le commandité du gestionnaire Placements NEI S.E.C., Placements NordOuest & Éthiques inc., est une filiale en propriété exclusive d'Aviso Wealth Inc. (« Aviso »). Aviso est le commanditaire unique du gestionnaire. Aviso est une filiale en propriété exclusive d'Aviso Wealth Limited Partnership, qui est à son tour détenue à 50 % par Desjardins Holding financier inc. et à 50 % par une société en commandite appartenant à cinq centrales de crédit coopératives provinciales et à The CUMIS Group Limited. Desjardins Holding financier inc. est une filiale en propriété exclusive de la Fédération des caisses Desjardins du Québec (« Fédération »).

Placements NEI S.E.C. est le gestionnaire des Fonds aux termes de la convention de gestion. Le gestionnaire pourvoit à l'administration quotidienne des Fonds. Placements NEI S.E.C. leur procure ou fait en sorte qu'on leur procure tous les services (comptabilité, garde de valeurs, gestion de portefeuille, tenue des registres, agent des transferts) dont ils ont besoin. Les Fonds versent des frais de gestion et d'administration à Placements NEI S.E.C. Les honoraires de Placements NEI S.E.C. à titre de fiduciaire et de conseiller en valeurs sont entièrement à sa charge.

Fiducie Desjardins est le dépositaire des Fonds. Fiducie Desjardins est une filiale en propriété exclusive de la Fédération. Les Fonds peuvent s'engager dans des opérations de prêt de titres et Fiducie Desjardins peut agir à titre d'agent de prêt de titres (« agent ») des Fonds. Les revenus tirés de ces prêts de titres sont répartis entre les Fonds et l'agent.

Fonds sous-jacents

Conformément à leurs objectifs de placement, certains Fonds investissent leurs actifs dans des parts de série I d'autres Fonds NEI. Les fonds sous-jacents désignés comme « apparentés » dans le tableau « Hiérarchie de la juste valeur » sont considérés comme des parties liées. Toutes les transactions relatives à ces placements sont exécutées en fonction de la juste valeur des placements comme il est décrit à la section sur les principales méthodes comptables. Ces Fonds ne paient aucune commission ni d'autres frais relativement à ces transactions.

Pour obtenir des renseignements concernant les parties liées de chaque Fonds, se reporter à la section « Notes afférentes aux états financiers – Information spécifique » relative à chacun des Fonds.

7. INFORMATIONS SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

Niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur

L'évaluation de la juste valeur des instruments financiers est établie en fonction des trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Le niveau 1 a trait à une évaluation fondée sur des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Le niveau 2 a trait à des techniques d'évaluation fondées principalement sur des données observables sur le marché;

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 septembre 2023 et 2022 (suite)

- Le niveau 3 a trait à des techniques d'évaluation qui ne sont pas fondées principalement sur des données observables sur le marché.

Si des données d'entrée de niveaux différents sont utilisées pour évaluer la juste valeur d'un actif ou d'un passif, l'évaluation est classée au niveau le plus bas des données significatives pour l'évaluation de la juste valeur.

Suivi des évaluations

Le gestionnaire a la responsabilité d'établir les évaluations à la juste valeur incluses dans les états financiers des Fonds, y compris les évaluations de niveau 3. Le gestionnaire obtient les prix auprès d'un tiers fournisseur de services d'établissement des prix et ces prix font l'objet d'un suivi et d'un examen quotidiens. Le comité de suivi des évaluations s'assure que des procédures opérationnelles appropriées ainsi qu'une structure de surveillance adéquate sont en place et suivies. Il se rencontre trimestriellement pour réviser les situations de juste valeur. Des rapports sont produits mensuellement et remis à chacun des trimestres aux membres du comité. Il examine également les traitements particuliers appliqués par la Direction Contrôle et Évaluation des fonds de placement. De plus, il établit l'orientation de la politique d'évaluation. Trimestriellement, ce comité examine et approuve les évaluations des titres de niveau 3 après avoir obtenu la confirmation des évaluations de chacun des gestionnaires de portefeuilles, au besoin. Le cas échéant, il approuve des ajustements apportés aux prix ou aux estimations fournis par le tiers fournisseur.

Établissement des niveaux

Un changement dans la méthode d'évaluation de la juste valeur peut entraîner un transfert entre niveaux. La politique des Fonds consiste à comptabiliser les incidences des transferts d'un niveau à l'autre de la hiérarchie à la date de l'événement ou du changement de circonstances à l'origine du transfert.

Les types de placements énumérés ci-après pourraient être classés au niveau 3 advenant que leur prix ne soit plus fondé sur des données observables.

a) Titres de marché monétaire

Les titres de marché monétaire proviennent principalement du secteur public et de sociétés. Les données d'entrée significatives aux fins de l'évaluation sont généralement observables. Les titres de marché monétaire du secteur public garantis par le gouvernement fédéral ou provincial sont classés au niveau 1. Les autres titres de marché monétaire sont classés au niveau 2.

b) Actions

Les actions sont classées au niveau 1 lorsque le titre est négocié activement et qu'un prix fiable est observable. Certaines actions ne sont pas négociées fréquemment, si bien qu'aucun prix observable n'est disponible. Dans ce cas, la juste valeur est déterminée au moyen de données de marché observables et elle est classée au niveau 2, à moins que la détermination de la juste valeur fasse intervenir des données non observables importantes, auquel cas la juste valeur est classée au niveau 3. Les bons de souscription non cotés sont généralement classés au niveau 2.

c) Titres indiciels et fonds négociés en Bourse

Les titres indiciels et les FNB sont classés au niveau 1 lorsque le titre est négocié activement et qu'un prix fiable est disponible. Les FNB sont classés au niveau 2 lorsque le titre est peu négocié et que son évaluation repose principalement sur des données observables sur le marché.

d) Obligations

Les obligations du secteur public garanties par le gouvernement fédéral ou provincial sont classées au niveau 1. Les obligations de sociétés, qui sont évaluées selon des modèles fondés sur des données d'entrée comme la courbe des taux d'intérêt, les écarts de crédit et les volatilités, sont habituellement classées au niveau 2.

e) Titres adossés à des créances hypothécaires et titres adossés à des crédits mobiliers

Les titres adossés à des créances hypothécaires et les titres adossés à des crédits mobiliers comprennent principalement des titres de sociétés, qui sont évalués selon des modèles fondés sur des données d'entrée comme la courbe des taux d'intérêt, les écarts de crédit et les volatilités. Comme les données d'entrée significatives aux fins de l'évaluation sont généralement observables, les titres adossés à des créances hypothécaires et les titres adossés à des crédits mobiliers sont habituellement classés au niveau 2.

f) Fonds de placement

Les fonds de placement publics sont classés au niveau 1 lorsque ceux-ci ont un prospectus sans restriction et qu'un prix fiable est observable. Certains fonds de placement ne sont pas publics, leur prix est alors déterminé au moyen de données de marché observables et la juste valeur est classée au niveau 2, à moins que la détermination de la juste valeur fasse intervenir des données non observables importantes, auquel cas l'évaluation est classée au niveau 3.

g) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés, composés de contrats de change à terme, de contrats à terme, de swaps de taux d'intérêt et de swaps sur défaillance de crédit, pour lesquels les écarts de crédit des contreparties sont observables et fiables ou pour lesquels les données liées au crédit sont considérées comme significatives pour la juste valeur, sont classés au niveau 2. Les options sont classées au niveau 1 lorsque l'option est activement négociée et qu'un prix fiable est observable. Les options non cotées sont généralement classées au niveau 2.

Les renseignements détaillés concernant la hiérarchisation des instruments financiers de chaque Fonds se retrouvent à la section « Notes afférentes aux états financiers – Information spécifique » relative à chacun des Fonds. Pour les titres classés au niveau 3, les techniques d'évaluation et les hypothèses sont également présentées à la section des notes afférentes aux états financiers.

Gestion des risques découlant des instruments financiers

Les activités des Fonds exposent ces derniers à divers risques financiers, dont le risque de marché (incluant le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix), le risque de concentration, le risque de crédit et le risque de liquidité. La stratégie globale de gestion des risques des Fonds met l'accent sur la nature imprévisible des marchés financiers et vise à optimiser le rendement des Fonds. La majorité des placements comportent un risque de perte.

Le gestionnaire est responsable de la gestion des risques des Fonds ainsi que de la sélection et du suivi des sous-conseillers en valeurs.

Mensuellement, il compare la performance des Fonds aux indices de référence et cette analyse est révisée trimestriellement par le Comité de placement. Il s'assure également du respect de la politique de placement des Fonds et rédige un rapport de conformité qui est révisé trimestriellement par le Comité de placement.

Le gestionnaire organise des réunions annuelles avec les sous-conseillers afin de se tenir au courant de tout changement dans leurs pratiques de placement.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque de variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs d'instruments financiers découlant d'une fluctuation des paramètres ayant une incidence sur cette valeur, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, les cours des titres, les changements politiques et les événements catastrophiques, tels que les pandémies ou les catastrophes. Le risque de marché des Fonds est géré au moyen de la diversification des ratios d'exposition du portefeuille.

Depuis février 2022, le conflit entre l'Ukraine et la Fédération de Russie a eu pour effet d'augmenter considérablement la volatilité et l'incertitude sur les marchés des capitaux. L'OTAN, l'UE et les pays membres du G7, incluant le Canada, ont imposé des sanctions sévères et coordonnées à la Russie. La volatilité des prix, les restrictions visant le commerce avec le marché russe et le risque général de défaillance des entreprises russes ont augmenté de façon substantielle. La durée du conflit, des sanctions économiques et de l'instabilité des marchés sont toujours incertaines. Le gestionnaire des Fonds suit de près la situation ainsi que l'incidence de cette dernière sur les Fonds.

Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises.

Le risque de change est composé d'éléments monétaires (incluant généralement l'encaisse, les montants à recevoir en devises, les placements dans des titres à revenu fixe et des titres de marché monétaire) et d'éléments non monétaires (incluant généralement les placements dans des actions et des fonds de placement). Les actifs non monétaires sont classés en fonction de la devise dans laquelle le titre a été acheté.

Les Fonds s'exposent au risque de change en détenant des éléments d'actif et de passif libellés en devises autres que le dollar canadien, monnaie fonctionnelle des Fonds, puisque la valeur des titres libellés en devises variera en fonction des taux de change en vigueur.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 septembre 2023 et 2022 (suite)

L'exposition des Fonds au risque de change est présentée en fonction de la valeur comptable des actifs et des passifs financiers (incluant les dérivés et le montant nominal des contrats de change à terme et des contrats à terme standardisés sur devises, le cas échéant).

Lorsque la valeur du dollar canadien diminue par rapport à la valeur d'une devise étrangère, la valeur des placements étrangers augmente. À l'inverse, lorsque la valeur du dollar canadien augmente, la valeur des placements étrangers diminue.

Le risque de change est présenté lorsque l'exposition des Fonds aux devises est supérieure à 5 % de l'actif net.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Un risque de taux d'intérêt existe lorsqu'un fonds de placement investit dans des instruments financiers portant intérêt. En général, la valeur de ces titres augmente si les taux d'intérêt baissent et diminue si les taux d'intérêt augmentent. Le gestionnaire gère ce risque en calculant et en surveillant la durée effective moyenne du portefeuille concernant ces titres. Les Fonds détiennent également un montant limité de trésorerie exposé à des taux d'intérêt variables de sorte qu'ils sont exposés au risque de taux d'intérêt sur les flux de trésorerie.

Risque de prix

Le risque de prix est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché, autres que celles découlant du risque de change ou du risque de taux d'intérêt.

Le gestionnaire de portefeuille compte gérer ce risque au moyen d'une sélection judicieuse de titres et d'autres instruments financiers, conformément aux limites définies. Le risque maximal découlant des instruments financiers est déterminé en fonction de la juste valeur ou de la valeur contractuelle des instruments financiers. Les instruments financiers détenus par les Fonds sont exposés au risque de prix découlant des incertitudes relatives aux cours futurs des instruments.

Risque de concentration

Le risque de concentration découle de la concentration des positions dans une même catégorie, que ce soit un emplacement géographique ou un secteur d'activité. Pour les Fonds dont la stratégie est d'investir à l'international, la concentration par emplacement géographique est présentée entre autres selon le pays d'incorporation ou la région. Pour les Fonds dont la stratégie est d'investir localement, la concentration par secteur d'activité est présentée selon leurs investissements dans les différents secteurs. Le risque de concentration est géré au moyen de la diversification du portefeuille dans le cadre de l'objectif et de la stratégie des Fonds.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité qu'une contrepartie à un instrument financier ne soit pas en mesure de payer le montant total à l'échéance. Le risque de crédit des Fonds est géré par le biais d'une analyse de crédit indépendante du gestionnaire/sous-gestionnaire, à laquelle vient s'ajouter celle des agences de notation.

Transaction sur instruments financiers

Les Fonds sont exposés au risque de crédit. Le risque de crédit propre aux Fonds et le risque de crédit de la contrepartie sont pris en compte dans la détermination de la juste valeur des actifs et des passifs financiers, y compris les instruments financiers dérivés. Les transactions sont réglées ou payées à la livraison par l'entremise de courtiers approuvés. Le risque de défaillance est jugé minime, puisque la livraison des titres vendus est effectuée seulement lorsque le courtier a reçu le paiement.

Le paiement sur achat est effectué une fois les titres reçus par le courtier. La transaction échouera si une des parties ne respecte pas ses obligations.

Le recours à des dépositaires et à des courtiers primaires qui procèdent au règlement des transactions comporte toutefois des risques et, dans de rares circonstances, les titres et autres actifs déposés auprès du dépositaire ou du courtier peuvent être exposés au risque de crédit lié à ces parties. En outre, des problèmes d'ordre pratique ou des retards peuvent survenir lorsque les Fonds tentent de faire respecter leurs droits à l'égard des actifs en cas d'insolvabilité d'une telle partie.

La notation de crédit des titres à revenu fixe et des titres de marché monétaire est établie par des agences de notation, qui incluent généralement *Dominion Bond Rating Service* (« DBRS »), *Standard & Poor's* et *Moody's*. Dans les cas où les agences de notation ne s'accordent pas sur une notation de crédit, les titres à revenu fixe et les titres du marché monétaire seront classés selon les règles suivantes :

- Si deux notations de crédit sont disponibles, mais qu'elles sont différentes, la notation de crédit la moins élevée est utilisée;
- Si trois notations de crédit sont disponibles, la notation de crédit la plus fréquente est utilisée;
- Si les trois agences de notation présentent des notations différentes, la notation médiane est utilisée.

La notation de crédit est ensuite convertie au format *DBRS*. En règle générale, plus la notation de crédit d'un titre est élevée, plus il est probable que la société émettrice respectera ses obligations.

Les instruments financiers dérivés sont des contrats dont la valeur est fonction notamment d'un actif sous-jacent et d'autres facteurs externes, tels des taux d'intérêt et des cours de change. La grande majorité des contrats d'instruments financiers dérivés sont négociés de gré à gré entre les Fonds et leurs contreparties, et comprend, entre autres, des contrats de change à terme. Les autres transactions sont des contrats négociés en Bourse comprenant principalement des contrats à terme.

Prêts de titres et mises en pension

Les opérations de prêts de titres et de mises en pension exposent les Fonds à un risque de crédit. Ces opérations sont encadrées par des conventions de participation de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières. Pour atténuer le risque de crédit, les Fonds concluent également des ententes de compensation avec les contreparties et exigent un pourcentage de constitution de garanties (sûretés financières) sur ces opérations. Les Fonds n'acceptent de la part des contreparties que des sûretés financières qui respectent les critères d'admissibilité définis dans le cadre de leurs politiques. Ces critères favorisent la réalisation rapide des sûretés advenant une situation de défaut. Les sûretés reçues et données par les Fonds prennent principalement la forme d'encaisse et de titres de gouvernements. Des renseignements supplémentaires sur les actifs affectés et reçus en garantie sont présentés à la section « Notes afférentes aux états financiers - Information spécifique » relative à chacun des Fonds.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que le Fonds éprouve des difficultés à honorer ses engagements liés à des passifs financiers.

Les Fonds sont exposés aux rachats quotidiens de parts en espèces. Ils investissent donc la majorité de leurs actifs dans des placements liquides (c'est-à-dire des placements qui sont négociés sur un marché actif et dont ils peuvent facilement se départir).

Certains Fonds peuvent investir dans des instruments financiers dérivés, des titres de créance et des titres de capitaux propres non cotés qui ne sont pas négociés sur un marché actif. En conséquence, certains Fonds pourraient ne pas être en mesure de liquider rapidement ces placements à des montants se rapprochant de la juste valeur, ou de réagir à des événements spécifiques, comme une détérioration de la solvabilité d'un émetteur en particulier. De plus, les Fonds peuvent emprunter un montant pouvant atteindre 5 % de leur actif net afin de financer les rachats.

Chaque Fonds peut être exposé indirectement au risque de liquidité dans le cas où le(s) fonds sous-jacent(s) suspendraient les rachats, ce qui empêcherait le Fonds de racheter ses placements.

La majorité des passifs restants sont exigibles au cours des trois prochains mois. Les soldes venant à échéance au cours des 12 prochains mois équivalent aux soldes comptables, puisque l'impact de l'actualisation n'est pas important.

En mars 2021, la ICE Benchmark Administration (l'administrateur du LIBOR), en collaboration avec la Financial Conduct Authority (FCA) du Royaume-Uni, a officiellement annoncé que les indices de référence du LIBOR pour diverses durées et devises cesseraient d'être utilisés d'ici le 31 décembre 2021. Les derniers paramètres de taux LIBOR encore utilisés (1 jour, 1, 3, 6 et 12 mois) cesseront d'être publiés après le 30 juin 2023. Les taux de tous les instruments qui sont encore liés au LIBOR continueront d'être publiés jusqu'au 30 juin 2023. Ceci diminue le risque d'impact immédiat et permet aux Fonds NEI de cesser d'utiliser ces instruments dans la prochaine année. Le gestionnaire ne prévoit pas que la transition à venir aura une incidence (sur le plan de la liquidité ou de l'évaluation) sur les positions de NEI, car les paramètres du LIBOR sur lesquels le portefeuille de NEI est fondé continueront d'être publiés jusqu'en 2023.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 septembre 2023 et 2022 (suite)

Information supplémentaire

Pour obtenir des renseignements concernant les risques découlant des instruments financiers auxquels chaque Fonds est exposé, se reporter à la section « Notes afférentes aux états financiers – Information spécifique » relative à chacun des Fonds.

8. AUTRES INFORMATIONS

Les porteurs de parts des Fonds peuvent se procurer sans frais le prospectus simplifié, les aperçus des Fonds ainsi que les états financiers en s'adressant à :

Placements NordOuest & Éthiques S.E.C.

151, rue Yonge

bureau 1200

Toronto (Ontario)

M5C 2W7

www.placementsnei.com

Tél. : 1-888-809-3333

Ces documents peuvent également être obtenus sur Internet à l'adresse suivante :

www.sedarplus.ca

